



Cercles 28 (2013)

DÉCOLONISER LE NON-COLONISÉ L'ÉCOSSE, CONTRE-EXEMPLE OU CAS D'ÉCOLE ?

JEAN BERTON

Université Toulouse II Le Mirail

Parler de colonisation ou de décolonisation à propos de l'Écosse, c'est ouvrir une polémique ou provoquer un débat : si, en effet, on ne peut pas parler d'implantation effective de colons anglais, donc de fait de colonisation à l'instar de Jacques VI et I^{er} recolonisant l'Ulster au début du XVII^e siècle, on peut s'interroger quant au sentiment de colonisation qu'éprouvent les nationalistes qui aujourd'hui réclament l'indépendance de leur nation vis-à-vis de la couronne britannique. Et c'est ce qui fonde la pertinence de cette interrogation.

Nous gardons à l'esprit que le mot colonie vient du latin *colonia* signifiant *ferme*, donc exploitation agricole, et par extension, exploitation de tout ce que produit la terre en surface et en sous-sol. Coloniser signifie qu'un pouvoir politique envoie des gens de gré ou de force pour qu'ils exploitent une terre dont ils s'estiment propriétaires. Et cela implique, dans le cas de terres déjà occupées par des indigènes, une appropriation de la terre, par la ruse ou par la force. Décoloniser, comme le définit Dietmar Rothermund dans l'introduction de son *The Routledge Companion to Decolonisation*, « means 'to release from being a colony, to grant independence'. » Le mot d'indépendance peut être, le cas échéant, synonyme de décolonisation.

Concernant le Royaume-Uni, nous trouvons un précédent qui pourrait s'ériger au statut d'archétype : il s'agit de la colonisation romaine, qui est le résultat d'une conquête militaire planifiée qui a abouti à la création de la province britannique, *Provincia britannica* ou *Britannia*. Dans la mesure où le nom de *Britannia* a survécu dans le concept du personnage emblématique du Royaume-Uni, et dans son équivalent anglais de *Britain*, il faut se déterminer par rapport à ce fait historique qui a débuté en 43 de notre ère et a pris fin en 410. Dans l'histoire de l'empire britannique, nous trouvons trois classes de colonies britanniques : a) les colonies de la Couronne, b) les colonies dotées d'un pouvoir exécutif et législatif résultant d'une élection législative mais dont le

pouvoir législatif est sous le contrôle de la couronne britannique qui dispose d'un pouvoir de véto, et c) les colonies dotées d'un pouvoir exécutif et législatif mais sous la coupe de la Couronne qui conserve un droit de véto. Les nationalistes écossais, aujourd'hui, ont beau jeu de montrer que le parlement d'Écosse installé à Édimbourg, en face du palais de Holyrood (construit sur les ruines de l'abbaye de Holyrood), est entièrement dépendant de la volonté du Parlement de Westminster. Ce dernier montrant par la voix du Premier ministre des velléités d'émancipation de la tutelle européenne.

Toutefois, l'Écosse n'est pas, à proprement parler, une colonie dépendante de la couronne du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord — pas plus que le pays de Galles — car l'Écosse s'est unie à l'Angleterre par un traité d'union (conclu en 1706 et finalement voté par le Parlement d'Écosse en 1707) qui a fondé le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, ou *United Kingdom of Great Britain*. Le nom de *Britain*, avant 1707, depuis les Tudor, et plus particulièrement après l'annexion du pays de Galles à la suite des *Laws in Wales Acts* de 1535 et 1542, était devenu un synonyme d'Angleterre (désormais « England an' Wales ») parce que ce pays était très désireux de se forger une mythologie — la littérature, avec entre autres textes *The Faery Queene* d'Edmund Spenser, nous en révèle la topicalité.

Dans son ouvrage, *The Road to Independence ?*, publié en 2008, Murray Pittock souligne l'emploi, peut-être inconscient dans l'usage courant, de *Britain* comme étant synonyme d'Angleterre [PITTOCK : 7]. Il souligne aussi le fait que l'Écosse est très souvent qualifiée, au sein de la Grande-Bretagne, de *région*, et cela depuis la Deuxième Guerre mondiale. À cela il faut ajouter que l'Écosse a longtemps été qualifiée de *province* — le mot est tombé en désuétude, désormais — qui vient du latin *provincia* qui signifie, littéralement, '(la terre) qui doit être conquise' ; selon Jacques Leruez, « [l]e mot *région*, comme le mot *province*, est un terme assez peu fréquent dans le vocabulaire administratif et politique britannique » [LERUEZ : 11]. L'Écosse a aussi longtemps été appelée *North Britain* par les non-Écossais, de même que l'Irlande a été appelée *West Britain*. Mais, hormis par les satiristes, il est un fait que l'Angleterre n'a jamais été appelée *East Britain* ou *South Britain*... En revanche, dans les années 1970, alors que la décolonisation arrivait à son terme, et qu'il devenait courant d'entendre parler de *Britain* au lieu de *Great Britain*, les humoristes et polémistes anglais ont créé l'expression de *Little Britain*. Quoi qu'il en soit, Murray Pittock souligne que l'adjectif *Great* de l'expression *Great Britain* évoque l'union de l'Angleterre et de l'Écosse [PITTOCK : 11-12]. Il laisse à son lecteur le soin de déduire que si le *Great*

cesse d'être employé, l'union s'efface de fait, et que *Britain* reprend son sens initial d'Angleterre.

Ainsi, concernant le cas de l'Écosse au sein du Royaume-Uni, l'emploi du mot 'colonisation' et de son antonyme 'décolonisation' ne convient pas. Il faut le remplacer par 'union'. La loi d'union de 1707 est un texte long et complexe qui équivaut à un contrat accepté par les deux parties ; le mot de *covenant* étant réservé au contrat entre Dieu et les hommes (voir « the National Covenant » de 1638 et « The Solemn League and Covenant » de 1643). Au fil des générations cette loi a été amendée. Mais dès la victoire des néo-travailleurs en 1997, l'Écosse a fait l'objet de négociations en vue d'une dévolution des pouvoirs de Westminster à Holyrood, c'est-à-dire d'une modification du contrat. Et depuis quelques mois, le 'First Minister' d'Écosse, Alex Salmond qui bénéficie d'une majorité nationaliste (Scottish National Party) absolue, prépare un référendum, annoncé pour l'automne 2014, sur le sujet de l'indépendance de l'Écosse vis-à-vis de la Couronne britannique. La question qui sera posée aux électeurs sera déterminante : elle n'est pas encore formulée et fait encore l'objet de négociations. L'intention déclarée par David Cameron dans son discours du 23 janvier 2013 d'organiser un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union Européenne bouleverse profondément le contexte politique.

Pour tenter de répondre à la question de la décolonisation de l'Écosse : contre-exemple ou cas d'école, nous pouvons aborder le sujet de la décolonisation de la terre, avant celui de la décolonisation des peuples, pour conclure sur la décolonisation des esprits.

La décolonisation des terres

La liste des guerres entre l'Angleterre et l'Écosse est longue. Mais nous pouvons considérer que celle qu'a lancée Édouard I^{er} en 1296 était à la fois une vengeance punitive puisque, trahissant les liens de vassalité, les Écossais s'étant alliés à la France en 1295, et une guerre de conquête que le roi anglais eût souhaitée définitive, comme pour le pays de Galles. La défaite anglaise à Bannockburn en 1314 met un terme officiel à ce que, en Écosse, l'on appelle collectivement la Guerre d'Indépendance. Ce conflit préfigure la guerre de Cent Ans déclenchée une génération plus tard.

La tentative d'appropriation du royaume d'Écosse par le mariage du fils d'Henry VIII — Édouard VI — et de la fille du défunt Jacques V — s'est heurtée

à l'opposition de Marie de Guise, la mère française de Marie : la volonté frustrée d'Henry VIII a été la cause d'une série de batailles entre l'Angleterre et l'Écosse appelées « rough wooing ». Il faut garder en tête que longtemps avant l'avènement des Tudor, les Normands avaient installé le système féodal, qui attribuait la totalité du territoire du royaume au roi. Même si ce système féodal a cessé d'exister à la suite de la guerre de Cent Ans, on imagine que le pouvoir royal se serait fait fort de le réactiver en cas de mariage de l'Anglais Édouard avec l'Écossaise Marie. Mais Marie avait été envoyée en France où elle allait connaître une autre destinée.

L'invasion de l'Écosse par les troupes de Cromwell en 1650-1651 s'apparente à une conquête motivée par une volonté de domination politique et religieuse : en effet, dès l'exécution de Charles I^{er}, le parlement d'Écosse fait venir son fils, Charles, pour le couronner. Si Charles I^{er} est le roi de la nation écossaise, Cromwell n'a aucune légitimité aux yeux des Écossais. Mais le jeune Charles II d'Écosse parvient à quitter le territoire écossais, poursuivi par les troupes puritaines. Une fois encore l'Écosse, bien que ravagée, ne sera pas annexée à l'Angleterre.

Quelque sept années après la loi d'union de 1707, le changement de lignée des Stuart aux Hanovre déclenche la lutte des Jacobites contre Hanovriens : une série de soulèvements entre 1715 et 1745-46 conduit à la défaite écossaise à Culloden et annonce la fin du système clanique en Haute Écosse. En bref, les chefs de clans deviennent, à l'instigation du pouvoir central de Londres, les propriétaires de leur territoire, les *lairds*. Avec eux, la terre natale devient une propriété terrienne, donc un bien de consommation soumis à la marchandisation. Depuis lors, la question de la propriété terrienne est celle de la réappropriation : en effet, les propriétaires, ou *lairds*, sont absents (*absentee landlords*) car ils préfèrent vivre à Londres tout en profitant de leur rente. Auslan Cramb, le résume ainsi :

[...] for all of the twentieth century and most of the nineteenth, over the area of Scotland thought of as land-owning territory [...] the extractive regimes continue. Benefiting the owner, failing the environment, doing little for the local community. [CRAMB, *Who owns Scotland Now ?* : 13]

À l'argument selon lequel ces terres sont devenues propriétés d'Écossais et non pas d'Anglais, on peut opposer que ces propriétaires, dits absents, sont devenus

anglais : en effet Auslan Cramb précise :

The landed [owners] are part of a self-perpetuated élite, educated at Eton/Harrow and Oxford/Cambridge, pursuing careers in London. They eschew the Scottish education system, thereby preserving the problems associated with the clash of types in the Highlands — the absentee owner with the posh accent and a confidence which comes across as arrogance ... And such a system perpetuates the outdated view of much of Scotland as a sort of personal, sporting paradise. [CRAMB, *Who owns Scotland Now ?* : 12]

Les esprits rebelles en Écosse se faisant les émules des Irlandais que la famine de 1845 à 1848 avait bouleversés, diverses associations ont été fondées au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, à l'instar de la *Home Rule Association*, et leur activisme a abouti au vote de la loi sur la protection des fermiers et des propriétaires en 1886, *Crofters' Holdings (Scotland) Act 1886*.

Une approche néo-contextualiste favorise la perception de cette loi qui est le fondement de cette comédie populaire de John Brandane, *The Glen is Mine*. En effet, écrite par John Brandane, un des fondateurs du théâtre national d'Écosse (*Scottish National Players*), et jouée au lendemain de la Première Guerre mondiale, en 1923, *The Glen is Mine*, met en avant la marchandisation de la terre par son propriétaire. Son projet d'exploitation du sous-sol d'une de ses îles (Hébrides) va ruiner l'environnement de l'île, mais il sera contrecarré par l'action d'un paysan veuf, alcoolique et matois, qui refuse d'être expulsé de sa ferme. Le vieil Angus sait se servir de la loi de 1886. Alastair McIntosh développe une étude critique de ce comportement dans la seconde partie de *Soil and Soul*, [McIntosh : 148-162].

En 1925 l'écrivain à succès John Buchan fait publier un roman, *John Macnab* ; sous couvert d'aventure campagnarde engageant trois hommes de l'élite londonienne en proie à une mélancolie estivale, l'auteur met en avant la question de la propriété terrienne : sous l'anonymat de John Macnab (le nom s'auto-dissout, comme 'Jean Personne') les héros lancent un défi de braconnage à trois propriétaires terriens.

Le premier est un Écossais qui relève le défi, le deuxième est un Américain beau joueur, mais le troisième est un Anglais qui réagit violemment. Le roman serait tombé dans l'oubli si en 1996 Andrew Grieg n'avait fait publier *The Return of*

John Macnab : c'est une parodie du roman de Buchan qui traite du même problème national, qui n'a toujours pas trouvé de conclusion. Cette fois, l'Écosse a traversé la période thachérienne et John Macnab affronte trois autres propriétaires : le premier est un Arabe romantique, le deuxième un Hollandais hargneux qui est à la tête d'une multinationale, et le troisième n'est autre que le propriétaire de Balmoral. On ne connaîtra que ses initiales, HRH... mais on sait qu'il est défendu par les forces spéciales de l'armée britannique peu enclines à jouer. John Macnab court le risque de ne pas survivre à l'aventure, mais il parvient à abattre le cerf et à le livrer à son propriétaire qui, aussitôt, négocie le silence du vainqueur. La littérature, ici, ne fait que refléter un problème très réel : à l'approche du nouveau millénaire la vague de regrets et confessions a touché les propriétaires terriens ainsi que le montre cet article de Cramb : « Scotland's landowners are to consider apologising for the Highland clearances in which thousands of people were evicted from the land to make way for sheep and deer, it was disclosed yesterday » [CRAMB : « Lairds consider saying sorry for Clearances »].

Le parlement d'Écosse, réouvert le 1^{er} juillet 1999, fait une priorité du règlement du problème séculaire de la propriété terrienne : le *Land Reform (Scotland) Act* voté en 2003 est l'acte majeur, car le pays se libère de la législation d'antan qui le maintient dans un carcan néfaste et pourra envisager le développement économique de ses régions avec plus d'optimisme [WIGHTMAN : *passim*]. C'est un événement qui offre une variante à l'affirmation de Michel Naumann : « [Il faut] comprendre la colonisation comme ce qu'elle fut en réalité, à savoir, pour les peuples dominés, un cauchemar et un sous-développement programmé... » [NAUMANN : 121]. Ce fut le cas de l'Irlande avant la loi d'union de 1800. Mais quant à l'Écosse, il sera difficile de démontrer que le pays a été maintenu dans un état de sous-développement délibéré ; les grandes villes industrielles en témoignent. Mais les nationalistes, depuis la découverte du pétrole en Mer du Nord, estiment que tout ce pétrole extrait des eaux territoriales de l'Écosse ne profite pas au pays. À quoi il faut répondre que les bénéfices n'ont pas été tous confisqués par la couronne...

Dans son opuscule de 36 pages publié en 1947 sous le titre *Whose country ?*, le SNP déclare :

The shocking fact is that Scotland has little influence on her own internal affairs to-day. The steady decline in the control of her own industries has already been mentioned. Every time there is an

amalgamation between a Scottish and an English concern, control over the business in Scotland is inevitably centred in London or somewhere equally innocent of any knowledge of Scotland. [SNP, *Whose country ?*: 11]

Le SNP, Scottish National Party, qui est un lien entre la Guerre d'Indépendance (1296-1314) et le référendum sur l'indépendance qui se profile pour 2014, a pour ambition de donner à la nation, qui est une abstraction, un État, au sein d'un territoire libre, qui seul peut lui donner corps.

Décolonisation des peuples

La soumission d'un peuple est d'ordre politique : Constantin II, roi d'Écosse de 900 à 943, pressé par les invasions vikings, reçoit l'aide des Saxons à la condition de prêter serment d'allégeance. Cela fait du roi d'Écosse le vassal du roi d'Angleterre, bien avant que le système féodal ne soit mis en place et que cette pratique ne se généralise. La victoire écossaise de 1314 à Bannockburn (Stirling) sous la conduite de Robert Bruce a l'avantage de libérer le roi d'Écosse de l'obligation morale de prêter serment d'allégeance à la couronne anglo-saxonne. Ces liens de vassalité qui sont devenus tellement complexes ont permis que se développe une forme de colonisation indirecte : le monarque et un grand nombre de nobles écossais dépendent du roi d'Angleterre par leur serment d'allégeance.

Mais la victoire est de courte durée, car en 1320 les membres de la haute aristocratie adressent au Pape la Déclaration d'Arbroath, qui est une demande d'arbitrage pour qu'il fasse cesser le harcèlement des Anglais sur l'Écosse. Les signataires menacent de faire porter sur les épaules du souverain pontife la responsabilité de la mort de tous les nobles d'Écosse combattant jusqu'au dernier pour leur liberté. Seule la guerre de l'Angleterre contre la France, augmentée de la calamité de la peste noire (1348-1350), soulage l'Écosse de la menace anglo-saxonne jusqu'à l'avènement de la dynastie des Tudor.

Les rébellions jacobites de 1746 ont pour conséquence le retrait par le gouvernement central de la fonction de secrétaire d'État à l'Écosse. Il s'ensuit que les décisions du ministre de l'Intérieur de la Grande-Bretagne sont relayées à Édimbourg par un *Lord Advocate*, que beaucoup assimilent à la fonction des Lieutenants-gouverneurs généraux installés dans chaque colonie. Puis, l'agitation politique en Écosse amène le gouvernement central à rétablir en 1885

la fonction de secrétaire aux Affaires écossaises au sein du gouvernement central. Ce membre du gouvernement, élevé au rang de secrétaire d'État en 1935, a toujours été un député élu en Écosse. Enfin, c'est seulement en 1939 que le *Scottish Office* est transféré à Édimbourg. Cela a pour but de réduire l'impression générale que l'Écosse est gouvernée par Londres (par les Saxons) de manière partielle, comme si cette nation n'était qu'une région.

Le jacobitisme est un sentiment rebelle vis-à-vis du pouvoir central, né des défaites humiliantes des rébellions jacobites, de 1715 à 1759. Ce rejet du Saxon se nourrit de la culture presbytérienne toujours prompte à détecter et dénoncer la corruption par l'argent des élites écossaises. À l'encontre du mépris hautain de l'Écossais, l'Anglo-Saxon se répand en sarcasmes sur son incapacité à s'enrichir... Cet antagonisme s'est cristallisé dans le poème de Robert Burns, « A Man's a Man for a' that » qui, dénonçant la culture de l'argent importée par le gouvernement central, a conservé toute sa force et toute son impertinence, puisqu'il a été chanté devant la reine lors des cérémonies d'ouverture du Parlement, le 1^{er} juillet 1999. Les affirmations des fins de strophes s'entendent comme autant d'accusations à l'encontre de la culture anglaise :

§ 1 The rank is but the guinea's stamp
 The man's the gowd for a' that

§ 2 The honest man, though e'er so poor
 Is king o' men for a' that

§ 4 The pith o' sense an' pride o' worth
 Are higher rank tha[n] a' that

§ 5 That man to man, the world o'er
 Shall brithers be for a' that.

La fraternité au sein de l'Écosse n'est peut-être qu'un vœu pieux, mais elle vient en opposition directe avec la société de classes anglaise (upper / lower classes). Et toute tentative de faire évoluer cet aspect de la culture nationale écossaise par le gouvernement central doit être contrée, car elle est perçue comme une calamité par les Écossais. La trahison des Campbell qui, en 1692, se firent le bras vengeur du monarque pour punir les MacDonald de leur manque d'empressement de soumission à Guillaume III d'Orange, est reconnue comme un acte impardonnable : le massacre de Glencoe en février 1692 est devenu un crime contre l'hospitalité.

L'implication de l'Écosse dans la conquête de l'empire peut paraître paradoxale,

mais Michael Fry l'explique ainsi :

A small poor country could never think of domination, but at least persuade larger and richer ones to treat it on equal terms. So they sought to make themselves useful, to thrive through adventure and enterprise, and to approach other societies not with a desire of conquering, ruling and changing, but of understanding them. [FRY : 3]

L'utilisation des Highlanders dans la construction de l'empire a été décriée par les uns, mais encensée par les autres, surtout par ceux qui profitaient des conquêtes réalisées au prix du sang de la troupe. En revanche, l'utilisation des régiments à forte coloration clanique, portant leur tartan en étendard, contre les gaélophones insoumis (voir le drame *The Change-House*, de John Brandane), a été tue longtemps par les autorités politiques. Et cela témoigne d'une forme de colonisation interne.

A cela s'ajoutent les évictions des fermiers et métayers suivies de migrations forcées aux sept mers de l'empire ; ces *Highland Clearances* furent une véritable épuration ethnique (voir le troisième chapitre 'The transformation of Gaeldom' [DEVINE : 32]). Les migrations internes subies pour des choix politiques sont à la colonisation interne ce que les déportations, comme celles des Acadiens, sont à la colonisation externe. Et cela est d'autant plus manifeste que des Écossais non gaélophones ont été sollicités pour s'établir en Gaélie, ou zone gaélophone. Ainsi, dans *The Glen is Mine*, les Galletly viennent du sud et peinent souvent à comprendre les gaélophones. Leur attitude est ni agressive ni exclusive, bien que parfois agacée, mais leur présence suffit à souligner ce fait. *The Spanish Galleon*, de Brandane, est une pièce en un acte qui met en scène l'arrivée inopinée dans la baie d'un port des Hébrides (Tobermory) d'un galion espagnol rescapé de la déroute de la tentative d'invasion par la prétendue Invincible Armada espagnole en 1588. Les soldats espagnols épuisés auraient pu fraterniser avec les autochtones catholiques et peu enclins à soutenir l'Angleterre, mais la présence de Smollett, le marchand anglophone y fera obstacle. Smollett tient le seul établissement commercial du port, c'est le marchand anglo-écossais par excellence qui relaie les ordres de Londres transmis par Édimbourg : « That's what Ashby writes me—the English Ambassador's man o' business, ye ken » [BRANDANE, *The Spanish Galleon* : 9]. Ce marchand est aussi un agent de la sécurité intérieure : il fera exploser le bateau, et perdra son fils désobéissant dans l'attentat.

Ce personnage de Smollet est aussi agressif envers les naufragés espagnols (« I'd gladly blow the hale clamjamfry o' them to the fower winds of heaven ! », [BRANDANE, *The Spanish Galleon* : 11]) que méprisant envers les autochtones du port (Ewan s'emporte : « Mhic a choin ! Sasunnach, suarach, sallach ! » Smollet répond : « Stop you, stop ! Nane o' that gibberish ! I dinna understaun' a word o't. » [BRANDANE, *The Spanish Galleon* : 39]). Ce personnage du marchand bras armé du pouvoir politique illustre certains points avancés par Michael Hechter, dans son ouvrage qui a fait polémique en 1975 : *Internal Colonialism*. Ce que Hechter dit de la colonisation par les Britanniques, s'applique parfois à diverses parties de l'Écosse : « There is national discrimination on the basis of language, religion or other cultural form. » [HECHTER : 33]. Plus loin, il avance que « the denigration of indigenous culture [...] undermines the native's will to resist the colonial régime » [HECHTER : 73]. Le racisme n'est pas l'exclusivité des colons, certes, mais ces derniers en connaissent les avantages : « The native's internalization of the colonist's view of him makes the realization of social control less problematic. Conversely, the renaissance of indigenous culture implies a serious threat to continued colonial domination. » [HECHTER : 73].

Tout observateur indépendant dans les années 1980 et 1990 a pu noter que l'attitude et les décisions de Margaret Thatcher ont renforcé en Écosse le désir d'émancipation, pour le moins. Et ce n'est pas sans rapport avec le fait que tout au long de la dernière décennie du XX^e siècle, l'Écosse s'est libérée du poids du sentiment de culpabilité.

Décolonisation des esprits

Les symboles sont un instrument biaisé de manipulation mentale pour celui qui ne peut résister : la pierre du couronnement (*Stone of Destiny*) est le symbole par excellence. Elle a été confisquée par Édouard I^{er} en 1296 et rapportée à Londres, où elle a été entreposée à l'Abbaye de Westminster. Elle n'a pas été oubliée puisque, le jour de Noël 1950, cette pierre parée de valeurs mythiques a été dérobée par quelques jeunes nationalistes qui l'ont rapatriée en Écosse. Mais, quelques jours plus tard, cette pierre symbolique a été restituée à Westminster. Enfin, John Major, qui voulait se rendre populaire auprès de l'électorat écossais avant les élections législatives de 1997, décida de rendre cette pierre, de manière solennelle le jour de la Saint-André (30 novembre) 1996. Ce fut donc l'occasion de réjouissances tout aussi solennelles et populaires à Édimbourg [GERBER : passim]. Les tribulations de cette pierre ont servi de base au roman d'Andrew Grieg, *Romanno Bridge* : les héros du roman devront trouver la vraie pierre. Et

dans leur quête, ils mettront au jour l'immensité de l'espace historique de l'Écosse, de la Scandinavie à la Nouvelle-Zélande en passant par le Canada. Ce roman est une réappropriation de sept siècles de l'histoire de la nation écossaise, ce que confirme le pied-de-nez à l'égard de la monarchie dans le dernier chapitre.

La décolonisation des esprits passe aussi par l'apaisement des conflits religieux : le calvinisme qui est à la base du presbytérianisme a vu s'affronter les modérés épiscopaliens désireux de se rapprocher des anglicans et les fondamentalistes, fragmentés en diverses chapelles, qui défendaient la liberté absolue et inconditionnelle de pratiquer leur foi selon leur propre liturgie. Les affrontements, depuis le XVII^e siècle, ont été sanglants, ils ont connu leur apogée lors du Grand Schisme (*The Great Disruption* [MACKIE : 331]) en 1843, puis se sont véritablement calmés au lendemain de la Première Guerre mondiale. En bref, le presbytérianisme a toujours défendu la démocratie absolue et rejeté l'absolutisme des Stuart et toute forme de hiérarchie cléricale. On peut dire qu'il a permis à l'Écosse de résister à l'Angleterre et aux tentations impérialistes de l'anglicanisme régi par une hiérarchie déclarée — Charles I^{er} a payé le prix fort pour ne pas avoir compris ou accepté cette culture politico-religieuse, et le *Covenant* de 1638 a été le début de sa chute.

La décolonisation des esprits requiert nécessairement la reconnaissance des langues indigènes de l'Écosse : l'écossais (Scots) issu du nord-anglien et le gaélique dérivé de l'irlandais se sont établis au IV^e siècle pour le gaélique et au VII^e siècle pour l'écossais ; et il est remarquable que ces deux langues aient perduré jusqu'à nos jours et continuent de se développer. L'anglais est une langue qui a été imposée après le vote de la loi d'union de 1707. Les gaélophones et les scottophones ont dû résister à l'invasion de la langue anglaise, qui était imposée dans les écoles jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale. Iain Crichton Smith a écrit quelques textes humoristiques sur ce sujet, notamment dans *Thoughts of Murdo*, mettant en avant les perturbations mentales ou psychiques infligées aux jeunes écoliers forcés de pratiquer deux langues, mais testés sur leur connaissance d'une culture qui n'était pas la leur [CRICHTON SMITH : 11]. Le parlement de Westminster a voté des lois interdisant la pratique du gaélique à la suite des soulèvements jacobites. Mais l'instauration de la norme linguistique a été réalisée par des Écossais que l'on ne peut que qualifier d'esprits éclairés, tels qu'Adam Smith.

Robert Crawford, dans le premier chapitre de son ouvrage, *Devolving English Literature*, montre comment Smith a mis au goût du jour la littérature anglaise par ses cours à l'Université d'Édimbourg de 1748 à 1751 [CRAWFORD : 16 & *passim*]. Et Franklin E. Court, dans son *Institutionalizing English Literature*, précise :

What finally did produce a serious successful attempt to offer a formal university course in English literature occurred in Scotland and was the direct result of the belief, promoted first by Adam Smith, that the study of the English language and its literature could be treated as an academic discipline rather than as a simple exercise in the selective reading of great literary works of the British past. [COURT : 13]

A cela, il faut ajouter l'effet produit par la lecture de *A Journey to the Western Islands of Scotland* (1775) de Samuel Johnson et James Boswell.

L'usage de la langue anglaise était fortement recommandée par les marchands : « Scots seeking to progress in British institutions were genuinely troubled by the way in which their language threatened to hinder them; their position resembles in many ways that of many present-day 'provincial' speakers. » [CRAWFORD : 27]. De son point de vue, Adam Smith, selon Franklin Court,

was acutely aware of the necessity for formal training in English, particularly in the professions, and of the need to promote ethnic English culture among the Scottish middle class. His motives were distinctly political. "Taste," as Lord Kames understood it, meant cultivated English taste. He brought Thomas Sheridan, the distinguished rhetorician, to Edinburgh to teach the Scots how to speak English like their more elegant neighbours. [COURT : 18]

La pratique déclarée infâme des langues indigènes et vernaculaires et l'institution de la norme littéraire anglaise sont autant d'outils de culpabilisation, et d'armes pour la guerre psychologique : le mépris, le dénigrement, l'occultation sont des éléments constitutifs de l'attitude des colons.

Tout cela fait naître un sentiment d'injustice tout à fait comparable à celui que peut éprouver un habitant d'un pays colonisé. Il y a un effet d'accumulation au fil des générations. Pour l'Écosse, la dernière goutte d'eau aura été la décision de Margaret Thatcher de mettre en place la *poll-tax* en Écosse avant de l'imposer

éventuellement à l'Angleterre. La réaction virulente de rejet en Écosse dès 1988-89 aura servi de déclencheur à l'expression de la volonté de sinon rompre tout du moins de modifier radicalement le traité d'union voté en 1707. C'est ce que pourrait aujourd'hui envisager Michael Fry dans la conclusion de son *The Scottish Empire* : « At any rate, right up to the end of unionist Scotland in 1997 Margaret Thatcher and John Major continued to exert their authority over a Scottish electorate which time and again refused them a mandate » [Fry : 497].

On peut identifier un certain nombre d'événements qui marquent les étapes de l'évolution des mentalités en Écosse ; et les conséquences de la Première Guerre mondiale en font partie, plus particulièrement les négociations qui ont mené à la déclaration de Balfour (1926) puis au vote du *Statute of Westminster* de 1931. Cependant, les arts, tout particulièrement la peinture et la littérature, ont été les annonciateurs d'un changement de mentalité quelque quinze années avant la fin du XIX^e siècle. L'Écosse était plongée dans les ténèbres culturelles — et les dérives religieuses y étaient pour quelque chose — qui faisaient fuir les auteurs, et parmi eux on trouve Stevenson : T.C. Smout qualifie la période ainsi : « that complex world of deprivation and social division » [SMOUT : 5]. Les Glasgow Boys, appellation collective d'un groupe d'artistes-peintres écossais, ont commencé à concentrer leur production picturale sur des sujets exclusivement écossais : portraits, scènes de genre, paysages de campagne ou de littoral ont accompagné une demande de textes empreints de nostalgie. James Guthrie réalise en 1882 *A Hind's Daughter* (La Fille de l'ouvrier agricole) qui expose le portrait célèbre d'une toute jeune fille cueillant un chou dans son jardin potager. C'est ainsi qu'est né le mouvement du Kailyard (jardin potager planté de choux) qui va perdurer jusqu'à la Première Guerre mondiale. Cette littérature populaire, campagnarde et nombriliste qui semble ignorer les villes industrielles, peut se voir comme un recentrage nécessaire, un resourcement vital, qui va permettre l'éclosion d'une littérature ouvertement écossaise. Et nous pouvons avancer que l'usage des langues vernaculaires et les thèmes nationaux, sans être exclusifs, peuvent s'assimiler à la littérature dite post-coloniale. De surcroît, les thèmes centrés sur la nation écossaise que présente le théâtre national d'Écosse dès le lendemain de la Grande Guerre montrent à quel point le théâtre écossais, pour ne pas dire l'ensemble de la littérature s'est fait l'émule du mouvement culturel en Irlande.

Aujourd'hui, il est trop tôt pour chercher à compléter le propos de Michel Naumann qui, en parlant de l'Angleterre en 1919, dit qu'elle « ne sait pas encore qu'elle s'engage dans un processus fort long qui débouchera, 70 ans plus

tard, sur une complète décolonisation » [NAUMANN : 3]. Il serait en effet par trop audacieux d'ajouter que le Royaume-Uni est sur la voie du démantèlement parce que les nationalistes préparent un référendum sur l'indépendance de l'Écosse. Mais on est en droit de se demander si le SNP restera sur cette volonté exprimée en 1951 :

We of the Scottish National Party want to be able to say we are citizens of Scotland, but to be recognised as such we must achieve statehood by having our own governing authority—that is we must become again a state, as in Canada, South Africa, Ceylon, India, Pakistan, Australia, New Zealand, etc.—all within the Commonwealth of Nations. [SNP, *The SNP : What it stands for* : 4]

Désormais, l'Écosse a son Parlement ; mais il est à majorité indépendantiste (SNP). L'Écosse, au sein du Royaume-Uni, fait partie de l'Union Européenne et elle le montre en traduisant nombre de textes d'auteurs européens dans ses langues indigènes, l'écossais et le gaélique [HUBBARD : *passim*] ; mais elle n'est pas la seule *région* européenne à préparer son émancipation de l'état de tutelle — la Catalogne a fait des émules au nord du Mur d'Hadrien ! Le SNP suit de près l'expression des intentions réelles du Premier ministre, David Cameron, qui dans son discours du 23 janvier 2013 menace d'organiser un référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne. Par ailleurs, Henry McLeish a intitulé le dernier chapitre de son essai, *Scotland, the Growing Divide*, « Rethinking the Union ; Building a Better Scotland » [MACLEISH : 225 *et seq.*] : faut-il s'attendre à un nouveau réajustement du traité d'union ou à une déclaration d'indépendance vis à vis de la Couronne britannique ? Quoi qu'il en soit, et quoi qu'en dise le peuple écossais, le politiquement correct et le langage diplomatique continueront à faire référence au contre-exemple écossais plutôt que d'employer l'expression de décolonisation de l'Écosse.

Ouvrages en référence :

BRANDANE, John. *The Change-House*, London: Constable, 1932 (créée 1921).
_____. *The Glen is Mine*. London: Constable, 1925 (créée 1923).
_____. *The Spanish Galleon*, Repertory Play, N° 102, London & Glasgow: Gowan & Gray, 1932, (créée 1922).

BUCHAN, John. *John Macnab*. Harmondsworth: Penguin, 1956 (1925).

BURNS, Robert. 'A Man's a Man for a' that'. <http://allpoetry.com/poem/8439173-A_Mans_A_Man_For_A_That-by-Robert_Burns> (18 février 2013)

COURT, Franklin E. *Institutionalizing English Literature*. Stanford: University Press, 1992.

CRAMB, Auslan. *Who owns Scotland Now ?* Edinburgh & London: Mainstream Publishing, 2000 (1996).

_____. *The Daily Telegraph*, 27 April 1998, 'Lairds consider saying sorry for Clearances'.

CRAWFORD, Robert. *Devolving English Literature*. Oxford: Clarendon Press, 1992.

CRICHTON SMITH, Iain. *Thoughts of Murdo*. Nairn: Balnain, 1993.

DEVINE, Thomas Martin. *Clanship to Crofters' War : The Social Transformation of the Scottish Highlands*. Manchester: University Press, 1994.

DUCHEIN, Michel. *Histoire de l'Écosse*. Paris : Fayard, 1998.

FRY, Michael. *The Scottish Empire*. Edinburgh: Birlinn, 2001.

GERBER, Pat. *Stone of Destiny*. Edinburgh: Canongate, 1997.

GRIEG, Andrew. *The Return of John Macnab*. London: Faber & Faber, 2002 (1996).

_____. *Romanno Bridge*. London: Quercus, 2008.

HECHTER, Michael. *Internal Colonialism*, London: RKP, 1975.

HUBBARD, Tom & JACK, R.D.S., ed. *Scotland in Europe*. Amsterdam: Rodopi, 2006.

JOHNSON, Samuel & BOSWELL, James. *A Journey to the Western Islands of Scotland*. Harmondsworth: Penguin Books, 1995 (1775).

LERUEZ, Jacques. *L'Écosse, Vieille Nation, Jeune État*. Crozon: Armeline, 2000.

MACKIE, J. D. *A History of Scotland*. Harmondsworth: Penguin, 1978 (1964).

MCINTOSH, Alastair. *Soil and Soul, People versus corporate Power*. London: Aurum Press, 2001.

MCLEISH, Henry. *Scotland, the Growing Divide*, Edinburgh : Luath Press, 2012.

NAUMANN, Michel. *La décolonisation britannique*. Paris: Ellipses, 2012.

PITTOCK, Murray. *The Road to Independence ?* London: Reaktion Books, 2008.

ROTHERMUND, Dietmar. *The Routledge Companion to Decolonisation*. Abingdon: Routledge, 2006.

SMOUT, T.C. *A Century of the Scottish People, 1830—1950*. London: Collins, 1986.

SNP. *The SNP : What it stands for*. Glasgow: SNP, 1951.

_____. *Whose country ?* Glasgow: SNP, 1947.

WIGHTMAN, Andy. *Scotland : Land and Power*. Edinburgh: Luath Press, 1999.